

Introduction

La créativité théorique est une réponse nécessaire aux maux du capitalisme

Le monde change, mais la science économique évolue peu. Le capitalisme menace la démocratie, mais cette dernière ne parvient plus à le réguler. Ces deux constats sont à l'origine de cet ouvrage qui repose sur une idée simple : pour éviter le pire, il convient de penser simultanément une alternative aux principes économiques préconisés par la science économique orthodoxe¹ (concurrence libre et non faussée, par exemple) et une alternative aux principes économiques effectivement mis en œuvre par le capitalisme (constitution d'oligopoles, par exemple). Pour le dire autrement, préparer la transition vers une société postcapitaliste plus démocratique et plus écologique demande que l'on change de logiciel intellectuel. En effet, depuis A. Smith et sa théorisation du fonctionnement de la société industrielle naissante, le noyau dur de la science économique est toujours le même : référence à un modèle de concurrence pure et parfaite, individualisme

1. Nous appelons science économique orthodoxe celle, très complexe et diversifiée, qui domine dans le monde académique en termes de postes et de publications. Elle combine principes libéraux classiques (intérêt individuel, autorégulation de marché...), approche néo-classique marginaliste (valeur utilité, calcul à la marge, optimum parétien, équilibre général...) et synthèse néo-classique de l'approche keynésienne.

méthodologique, utilitarisme et recherche du profit, impératif de croissance... Pourtant, rien ne justifie cet immobilisme théorique. Au contraire, de nombreuses limites ont été mises au jour par la théorie économique dite hétérodoxe : la pacification par les mécanismes de marché masque, en fait, un antagonisme entre salariés et capitalistes ; la régulation par le marché et l'équilibre général ne sont, en réalité, qu'un état parmi d'autres ; le marché n'est pas un état naturel mais bien une construction sociale ; la généralisation marchande ne conduit pas à la prospérité, mais à la guerre... Par ailleurs, la crise de 1929 et la crise de 2008 révèlent empiriquement les failles de la construction libérale de l'économie. Enfin, ce cadre théorique du XVIII^e siècle est en déphasage avec la réalité économique présente qui se caractérise par la financiarisation, la montée de l'immatériel, la numérisation, etc. Toutes ces évolutions historiques devraient conduire à abandonner l'idée que le marché est le meilleur facteur d'allocation des ressources. Car il n'en est rien. La science économique orthodoxe développe des outils mathématiques sans cesse plus perfectionnés, explore des méthodes nouvelles, mais ne remet jamais en cause l'efficacité du marché. C'est pourtant là le premier objectif de cet ouvrage : montrer que l'on peut penser autrement l'économie.

Le deuxième objectif est de valoriser les alternatives concrètes au capitalisme. Ce dernier est un système institutionnel complexe, fruit de l'évolution historique et non d'une naturalité indépassable. Le capitalisme domine aujourd'hui le monde et impose sa globalisation. Or cette domination génère trois crises : une crise politique, une crise économique et une crise écologique. Sans approfondir ici cette thématique qui sera largement traitée dans la suite de cet ouvrage, nous voudrions insister sur le fait que ces trois crises sont convergentes. Elles sont le signe de la lente transformation de nos sociétés démocratiques en ce que K. Polanyi nomme la

« société de marché ». Une société où chacun est en concurrence contre tous, une société où tout devient marchandise, y compris la nature. L'ordre économique, sous couvert d'adaptation au réel (aux prétendues « lois du marché ») détruit toute pensée alternative. C'est contre cette tendance lourde que des citoyens développent des initiatives proposant des modalités économiques alternatives. C'est en s'appuyant sur ces alternatives que l'on peut esquisser les contours d'un système économique postcapitaliste. En effet, selon nous, et contrairement à une réduction commune à beaucoup de marxistes et de libéraux, la démocratie n'est pas la face politique du capitalisme. Au contraire, c'est en revitalisant la démocratie que l'on peut lutter contre les crises du capitalisme. C'est l'ordre économique qui doit être soumis au contrôle citoyen et non les citoyens qui doivent se plier aux injonctions capitalistes. C'est en tout cas le présumé fondateur de cet ouvrage qui entend jeter les bases d'un nouveau cadre intellectuel pour nos sociétés démocratiques réflexives. Ce cadre intellectuel est bien une critique du libéralisme, mais il n'est pas pour autant une réactualisation du marxisme ou de la social-démocratie. Il s'agit de développer un nouveau cadre de pensée qui s'appuie, certes, sur les critiques traditionnelles faites au capitalisme, mais qui repose, surtout, sur l'analyse des réponses données aujourd'hui par les citoyens aux maux qu'ils subissent. Un cadre théorique en résonance avec les théories passées, mais qui s'ancre profondément dans la réalité de terrain. L'objectif est de proposer une nouvelle construction théorique qui permette de sortir des fausses alternatives que sont capitalisme ou communisme, marché ou État, globalisation ou repli identitaire. Une société complexe mérite une analyse globale qui redonne un sens clair au vivre ensemble sans pour autant céder aux sirènes du populisme et de la pensée unique.

Capitalisme et libéralisme sont donc distincts, mais ils imposent tous deux l'idée que le marché est la seule régulation sociale efficiente respectant la liberté. Idée que conteste vigoureusement ce livre. Il existe bien un autre moyen plus efficace et plus respectueux des libertés réelles : la délibération. Cette proposition résulte de la convergence de deux analyses différentes : une recherche théorique sur la nature de nos sociétés démocratiques, et une étude des principes alternatifs mis en œuvre par des citoyens cherchant à faire vivre une économie solidaire. Dans les deux cas, une même réponse s'impose : la délibération est le mode de régulation normativement le plus souhaitable de nos démocraties ; elle est, aussi, le mode de régulation privilégié des initiatives solidaires. Cette recherche entend donc réunir deux domaines d'études souvent étanches l'un à l'autre : la théorie et la réalité. Elle vise à proposer une nouvelle théorie supplantant le libéralisme et à mettre en lumière des principes économiques alternatifs au capitalisme.

Notre but est double. D'une part, il s'agit, au travers du délibéralisme, de proposer un appui théorique à toutes les initiatives solidaires combattant le capitalisme qui met en péril la démocratie. D'autre part, il s'agit également d'apporter une alternative scientifique à la théorie libérale (en particulier ses versions actuelles l'ordo-libéralisme et le néo-libéralisme) qui est le régime de justification du capitalisme bien qu'elle ne soit pas son régime de vérité. Il s'agit donc, simultanément, de sortir du capitalisme et de se défaire du libéralisme. La force de ce dernier est de proposer une représentation théorique globale de la société en articulant, en un tout cohérent, théorie économique (le laisser-faire), vision politique de la démocratie (les libertés individuelles) et conception symbolique du social (le positivisme des « Lumières »). De la même façon, le délibéralisme s'efforcera de proposer une construction théorique globale

en articulant une réflexion économique (proposition d'une conception évaluative de l'économie), une théorie délibérative du politique (la démocratie radicale) et un nouveau cadre symbolique (l'épistémologie de la complexité). Il s'agit donc d'une approche interdisciplinaire visant à s'appuyer sur des disciplines reconnues (science économique, sciences de l'information et de la communication, science politique...) afin de créer un nouveau cadre d'intelligibilité rendant compte des principes émancipateurs portés par les initiatives solidaires. Pour le dire autrement, le délibéralisme vise à dépasser une analyse surplombante des limites du réel (le capitalisme et son régime de justification le (néo)libéralisme) pour passer à une étude pragmatique des possibilités que recèlent les utopies en actes (les initiatives solidaires). En un mot, au-delà des propositions alternatives que nous portons au débat public, cet ouvrage propose, avant tout, une démarche : articuler déconstruction de la domination et reconstruction de l'émancipation.

Pour présenter cette reconstruction, nous développons un plan en sept chapitres. Le premier identifie les impasses du capitalisme. Il s'agit d'une revue de la littérature identifiant les dimensions multiples des menaces pesant sur nos sociétés démocratiques. Dans le prolongement, le deuxième est consacré aux réponses citoyennes apportées aux différents maux répertoriés. Nous étudions des pratiques empiriques alternatives pour mettre au jour de nouveaux principes adaptés à une économie démocratique. Ces principes sont articulés autour d'un mode central de régulation : la délibération dans les espaces publics de proximité. C'est pourquoi nous abordons, dans le chapitre 3, ce que nous entendons précisément par délibération : une communication politique contradictoire visant la construction des désaccords. Puis, dans les trois chapitres suivants, nous analysons la dimension symbolique, politique et économique du délibéralisme.

Ainsi, ce quatrième chapitre explicite une épistémologie (celle de la complexité) en rupture avec le positivisme des Lumières qui imprègne encore la science orthodoxe. Le cinquième chapitre propose une approche politique de la société (la démocratie radicale) opposée au libéralisme politique. Le sixième chapitre développe une nouvelle approche, évaluative, de l'économie qui rompt avec l'approche formelle de la science économique dominante. Enfin, dans le septième et dernier chapitre, nous montrons la force créatrice du délibéralisme, qui permet de repenser de manière originale les principaux concepts de l'économie. Nous en avons choisi deux : la monnaie et la distribution du revenu. En effet, la monnaie délibérée et l'allocation inconditionnelle émancipatrice (*revenu d'existence par création monétaire, RECRE*) apparaissent comme des pistes concrètes de transition vers la société délibérative que nous appelons de nos vœux. En définitive, cet ouvrage montre qu'il est possible de bâtir des représentations théoriques du monde en adéquation avec la réalité empirique et en phase avec les aspirations citoyennes. La créativité théorique est une réponse nécessaire à l'impasse démocratique.